

Nancy, le 11 décembre 2020

MOBILISATION CONTRE LA LOI SÉCURITÉ GLOBALE

Samedi 12 décembre à 14h, place Maginot à Nancy

Pendant que ce gouvernement est en marche arrière sur les droits sociaux, c'est la fuite en avant dans l'autoritarisme, le sécuritaire, le contrôle de la population et la répression.

C'est la stratégie du choc : Quand la crise sanitaire rend difficile la construction des mobilisations, le gouvernement en profite pour attaquer la démocratie, l'état de droit et les libertés publiques.



La loi sur la « sécurité globale » avec son article 24 va renforcer l'impunité policière en rendant plus difficile le fait de filmer les forces de l'ordre. Même si la majorité a voulu calmer la colère en proposant sa réécriture, c'est loin de nous satisfaire. D'autres articles de cette loi conduisent à généraliser la surveillance de masse, l'utilisation des drones, les caméras diffusant en direct dans les salles de commandement, l'utilisation de la reconnaissance faciale. Elle s'attaque à la liberté de manifestation et d'expression, à la liberté de la presse, au droit d'informer et d'être informé, à la protection des sources journalistiques et des lanceurs d'alerte.

Cette loi arrive quelques mois après la publication, sans concertation, d'un nouveau « Schéma national de maintien de l'ordre » qui confirme non seulement la volonté de gérer l'ordre public par la force, au risque de l'escalade, mais entrave la liberté des journalistes de couvrir les manifestations.

Mais ce n'est pas tout. La semaine dernière, le ministère de l'intérieur a étendu par décret ([ici](#), [ici](#), et [là](#)) les possibilités de collecte des **fichiers utilisés par les forces de l'ordre**. Il leur est dorénavant possible de ficher les personnes selon leur santé, « leurs opinions politiques, convictions philosophiques et religieuses et leur appartenance syndicale ». Ce décret élargit le fichage aux personnes morales, syndicats, partis politiques, associations et collectifs, c'est à dire potentiellement à tous leurs membres. Et il étend les possibilités d'interconnexion entre les fichiers de police et de gendarmerie et d'autres fichiers.

Alors en cette période difficile de crise sanitaire et sociale, nous réaffirmons avec force qu'aujourd'hui :

**L'URGENCE C'EST LA SÉCURITÉ SOCIALE
PAS LA SURVEILLANCE GLOBALE !
MOBILISATION GÉNÉRALE !**



Pour le retrait total de la loi Sécurité globale

Pour tenter de calmer la contestation légitime du projet de loi « sécurité globale », la majorité propose la réécriture de l'article 24 qui empêcherait, de fait, la diffusion d'images des forces de l'ordre.

Nous ne considérons pas cela comme un recul satisfaisant, d'autant que d'autres articles du texte conduisent à instaurer ou généraliser des outils de surveillance de masse (drones et caméras associées, n'en doutons pas, à des dispositifs de reconnaissance faciale), menacent la liberté d'expression et de manifestation, ainsi que la liberté de la presse.

Aussi, nous réclamons le retrait total de ce projet de loi liberticide et nous appelons toutes celles et ceux attaché·es aux libertés démocratiques à rejoindre le

Rassemblement

Samedi 12 décembre 2020 à 14h

Place Maginot à Nancy.

Premiers signataires : SUD-Solidaires 54, Union Locale CGT de Nancy, FSU 54, SAF Nancy, UNEF Lorraine, Solidaires Etudiant-e-s Nancy, Ligue des Droits de l'Homme Nancy, Europe Ecologie Les Verts Nancy, UCL Nancy, Front Social 54, NPA 54 sud, Mouvement pour la paix 54, La France Insoumise 54, Parti de Gauche 54, Gilets jaunes, MAN Nancy, Génération.s Grand Nancy...

Ce rassemblement se déroulera dans le respect des précautions sanitaires.

Vous pouvez télécharger ici l'attestation dérogatoire pour y participer : <https://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2020/11/Attestation-de-d%C3%A9placement-d%C3%A9rogatoire-pour-manifester.25.11.2020.pdf>